

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



**EST-CE QUE LA POLITIQUE RUSSE DANS LE CAUCASE DU SUD  
MENE A LA PERTE DE SON INFLUENCE DANS LA REGION ?**

**Mémoire de géopolitique  
du Commandant Omar BEGOIDZE (Géorgie)  
dans le cadre du séminaire « La géopolitique de la Russie »**

**Directrice: mademoiselle Isabelle FACON  
Chargée de recherche à la Fondation  
pour la Recherche Stratégique**

**Mars 2006**

## FICHE DOCUMENTAIRE

**Titre :** Est-ce que la politique russe dans le Caucase du sud mène à la perte de son influence dans la région ?

**Nom du fichier :** 2006\_mémoire\_géopolitique\_begoidze\_B4

**Auteur :** Commandant Begoidze Omar, Armée de terre, Géorgie

**Date de rédaction :** 22 Mars 2006

**Division :** B4

**Nature du document :** Mémoire de géopolitique

**Résumé de synthèse :** Le Caucase du sud, situé entre la mer Noire et la mer Caspienne présentait toujours un carrefour stratégique entre l'Europe et l'Asie. La Russie a entrepris la conquête de Caucase à la fin du XVIIIe siècle et essaie de contrôler cette région après l'effondrement de l'URSS. Elle a ses intérêts dans le Caucase du sud qui s'articulent principalement autour de deux domaines : la défense/sécurité et l'économie. Pour parvenir à contrôler cette région, la Russie privilégie d'utiliser les différents outils de pression : le soutien des mouvements séparatistes, le chantage énergétique, la pression militaire et d'autres. Une politique agressive de la Russie envers ses anciennes possessions peut mener à la perte définitive de son influence dans la région. La Russie doit contribuer à la stabilité dans tous les pays transcaucasiens sans exception, ce qui est une des garanties de la sécurité dans le Caucase du nord « russe ».

**Mots clés :** intérêt – influence – contrôler – pression.

# **SOMMAIRE**

## **INTRODUCTION**

### **1. LES INTERETS DE LA RUSSIE DANS LE CAUCASE DU SUD**

#### 1.1 Défense/Sécurité

1.1.1 L'expansion de l'OTAN : crainte et réalité

1.1.2 L'islamisme ou la menace exagérée d'une intrusion étrangère dans le Caucase du nord

1.1.3 Transcaucasie comme la base arrière russe dans la lutte contre le séparatisme nord caucasien.

1.1.4 L'élargissement du littoral en mer Noire.

1.2 L'appropriation du secteur énergétique – l'intérêt économique majeur de Russie dans la région

### **2. LES OUTILS DE PRESSION RUSSE SUR LES PAYS TRANSCAUCASIENS**

2.1 L'attisement des conflits ethniques et le soutien aux régimes séparatistes

2.2 Le chantage énergétique.

2.3 La déstabilisation des régimes politiques

2.4 La lutte contre le terrorisme : les fantômes de Pankissi

2.5 Les bases militaires russes – un atout dévalorisé dans les enjeux stratégiques

## **CONCLUSION**

## **ANNEXES**

## **BIBLIOGRAPHIE**

## INTRODUCTION

Etendu entre la mer Caspienne et la mer Noire, le Caucase est une région traversée par de grandes chaînes de montagne (altitude moyenne de 5000 mètres, culmine à 5652 mètres au mont Elbrouz) qui associe des bassins d'effondrement bien développés : la Colchide à l'ouest et la plaine d'Azerbaïdjan à l'est. Au sud, les montagnes de Géorgie et d'Arménie constituent le Petit Caucase. Le Caucase avait toujours toutes les conditions pour être une région bouleversée, il était contesté pendant les siècles par les puissances régionales – la Byzance, l'Iran, les Empires Ottoman et Russe. La région, traditionnellement présentée comme un carrefour stratégique entre l'Europe et l'Asie, est composée d'une mosaïque de peuples, des langues et des religions (l'islam de rites sunnite et chiite, christianisme de rites géorgien et arménien, judaïsme) qui explique en partie la complexité des problèmes géopolitiques de cette région.

On distingue trois types de populations : caucasique, indo-européennes et turcique<sup>1</sup>. Les peuples d'origine caucasique sont autochtones. La variété des langues représente une vraie richesse du Caucase et recouvre celles de nationalités. Elles sont principalement regroupées dans trois groupes : ibère-caucasique, indo-européennes et turcique.<sup>2</sup>

Pendant des siècles cette région représentait un organisme unique et harmonieux, la population avait la culture et les mœurs similaires. Christianisés par la Byzance et la Géorgie, mais gardant la forte tradition païenne, les peuples du Caucase du Nord ont été converti en islam vers XVII siècle. Ce fait a marqué le début d'éloignement des pays chrétiens de Transcaucasie – la Géorgie et l'Arménie de la population du Caucase du Nord, majoritairement musulmane. La rupture entre deux parties intégrantes de Caucase (Nord et Sud) s'est approfondie avec l'arrivée de l'Empire Russe qui suivait le principe « diviser pour régner » et puis avec la soviétisation qui a imposé des frontières artificielles entre les peuples caucasiens.

---

<sup>1</sup> Les nationalités caucasiques sont des Géorgiens (Kartvels, Mingréliens, Svanes, Lazes ) au sud du Caucase et des peuples Adygués (Adygués, Kabardes, Tcherkesses, Abkhazes), des Vaïnakhs (Tchéthchènes et Ingouches ) et des peuples de Daghestan (Lezguiens, Avars et d'autres ) au Nord. Les indo-européens sont des Arméniens au sud du Caucase et des Ossètes au nord. Azéris, Karatchaïs et Balkars sont les peuples turciques.

<sup>2</sup> Le groupe ibéro caucasique consiste en deux sous-groupes : l'une inclus les langues géorgiennes et l'autre les langues adygués, vaïnakhs et de Daguestan. Le groupe indo-européen contient des sous groupes arménien et iranien (l'ossète). L'azéri, le karatchaï, le balkar appartiennent au groupe turcique.

Caucase du sud est le berceau des civilisations anciennes qui a enrichi la culture mondiale.

Au VII siècle av. JC les Royaumes de Colchide et d'Ibérie sont établis sur le territoire de la Géorgie contemporaine. Cette période est aussi marquée par l'arrivée des Arméniens dans l'Asie mineure. Le territoire de l'Azerbaïdjan actuel est peuplé à cette époque par des albanais caucasiens qui forment l'état au IV siècle av. JC. Le Caucase, où se mêlent les cultures perses, Parthes, grecque et romaines, est christianisé au IVe siècle. La création des alphabets géorgien et arménien, qui sont uniques au monde, remonte à cette époque.

Au VII siècle la Transcaucasie subit la domination du califat Arabe. Les royaumes de la Géorgie et de l'Arménie sont reconstitués dans leurs ensembles au Xe siècle. Le XII siècle marque l'arrivée massive de la population turque venue de l'est. Elle s'empare de la Transcaucasie orientale (Albanie) et se mêle avec les reliquats de la population autochtone (albanaise) et persane. De ce brassage naît le peuple azéri. A partir du XIII siècle, le Caucase du sud entame une période de déclin et d'instabilité faisant suite aux différentes invasions Mongols. Les Turcs s'emparent au XV siècle de Constantinople. La Géorgie et l'Arménie perdent alors les relations qu'elle entretenait avec l'Europe. A cette époque, l'Etat des Safavides, du nom de la dynastie régnante, unifie pour la première fois les territoires de l'Azerbaïdjan en un seul Etat.

Morcelé en de nombreux royaumes et principautés, le Caucase reste, au XVIII siècle, dominé par la double influence des Empires perse et ottoman.

La Russie a entrepris la conquête de Caucase à la fin du XVIII siècle. Les rêves de Pierre le Grand - l'accès aux mers chaudes, la création d'une nouvelle "route de la soie" profitant à la Russie - ont nourri les projets expansionnistes de la tsarine Catherine II et de ses successeurs.

Au début du XIX siècle la Russie a successivement enlevé à l'Empire Ottoman et la Perse des royaumes et des principautés géorgiens et les territoires d'Azerbaïdjan et d'Arménie.

La conquête russe a aussi entraîné de vastes mouvements de migration dont les effets sont perceptibles aujourd'hui: beaucoup de musulmans du Caucase du nord se sont réfugiés en Turquie, les Ossètes sont descendu massivement des montagnes nord caucasiennes dans les vallées géorgiennes, nombreux Arméniens de l'Asie mineure se sont installés dans l'ensemble du Caucase (Géorgie,

Azerbaïdjan, Caucase du Nord) et des populations russes sont venues coloniser les terres de Caucase.

Après la révolution en Russie, les trois pays sud caucasiens ont obtenu l'indépendance en 1918, qui n'a pas duré longtemps. En 1920-21 ils sont de nouveau occupés par la Russie soviétique.

L'effondrement de l'URSS a donné encore une chance aux peuples transcaucasiens de restaurer l'indépendance. La Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont déclaré l'indépendance au début des années 90.

Tous les trois Etats sud-caucasiens ont subi les chocs du post-soviétisme. Épuisés par des conflits ethniques, crises économiques et politiques, aggravées par les interventions permanentes de la Russie ayant du mal à percevoir ces pays comme complètement indépendants, ils donnent l'image d'Etats en déliquescence. La corruption à tous les niveaux de l'État et la domination des clans issus de l'ancienne élite communiste ont accentué la crise de cette région, mais les nouveaux jeunes leaders réformateurs de Géorgie et de l'Azerbaïdjan font les efforts considérables pour changer l'image négative de leurs pays.

Les tentatives de la Russie de déstabiliser la Transcaucasie après l'effondrement de l'empire soviétique pour continuer la contrôler, font une zone de turbulences, secouée de guerres et des conflits permanents. La Russie ne parvient pas à comprendre qu'il est dans son intérêt de jouir de la sécurité militaire et économique à ses frontières et que le Caucase du sud cesse d'être troublée.

Même si l'on considère que sa problématique relève davantage de l'Asie centrale ou du Moyen-Orient, le Caucase est géographiquement européen. Les dix dernières années constituent une ligne de rupture stratégique essentielle qui justifie à elle seule l'enjeu majeur que représente cette région pour la sécurité européenne, alors que l'Union Européenne n'est pas suffisamment impliquée dans cette partie du monde qui, selon le ministre des affaires étrangères de la Géorgie, G.Bejouachvili, n'est plus simplement la région transcaucasienne, mais la frontière sud-est de l'Europe.

# 1. LES INTERETS DE LA RUSSIE DANS LE CAUCASE DU SUD

La Russie a ses intérêts propres dans le Caucase du sud, qui représente pour elle une zone tampon, un nœud de communication dont elle entend garder le contrôle.

On peut distinguer des différents intérêts russes dans cette région, dont les plus importants sont les domaines de défense/ sécurité et de l'économie.

## 1.1 Défense/Sécurité

### 1.1.1 L'expansion de l'OTAN : craintes et réalité

Dès le départ la Russie a été adversaire d'un élargissement de l'OTAN qui est perçu à Moscou comme un moyen de conforter la présence américaine en Europe, non seulement en assurant le maintien de ses bases militaires et en les rapprochant des frontières russes mais parce qu'elle absorbe des pays pro américains.

Malgré des efforts russes d'empêcher l'expansion de l'OTAN en Europe centrale et orientale, l'Alliance s'est approchée à la frontière occidentale de la Russie. La bande étroite, composée des pays transcaucasiens, sépare la partie méridionale de la frontière russe de l'un des pays les plus puissants de l'OTAN – la Turquie. La région considérée toujours par les impérialistes russes avant tout comme une base avancée d'expansion vers les mers chaudes, est devenu aujourd'hui plutôt la zone tampon entre la Russie et l'OTAN.

L'OTAN, comptant sur la Turquie, faisaient quelques efforts pour amener les pays de la région dans son orbite. Commencant par une coopération dans l'éducation militaire, la Turquie a offert, dans le cadre du programme de l'OTAN « Partenariat pour la Paix » (PpP), ses conseils et son aide dans l'établissement des armées géorgienne et azerbaïdjanaise. La Turquie a considérablement contribué à la restauration de l'ancien aérodrome soviétique de Marneuli et de la base militaire de Vaziani en Géorgie après le retrait des forces russes. Les différents programmes de l'assistance militaire étaient réalisés en Géorgie par les autres pays de l'Alliance (Allemagne, Grèce, Grand Bretagne, République Tchèque, Italie) dans les domaines de l'enseignement, de l'armement léger, de la transmission, du transport, du soutien médical et d'autres.

La Russie a toujours suivi avec inquiétude la multiplication des visites de délégations ou individus de l'OTAN venus discuter la coopération militaire dans le Caucase, mais elle n'a jamais pris au sérieux la possibilité de l'expansion de l'Alliance dans la Transcaucasie à l'avenir proche, car la politique des US dans la région était assez réservée. Le 11 septembre a mis fin à la retenue américaine. Suite aux événements, les Etats-Unis ont décidé à accorder une aide militaire à la Géorgie qui a occupé une place importante dans la guerre anti-terroriste. Elle a officiellement déclaré sa volonté d'adhésion à l'OTAN et a signé un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis. L'arrivée des conseillers militaires américains en Géorgie a cimenté l'orientation occidentale de ce pays. Le gouvernement des Etats-Unis a financé la formation et équipement de quatre bataillons d'infanterie légère et une compagnie mécanisée de l'armée géorgienne en 2003-2004 dans le cadre du programme « Train and equip ». Quelque 150-200 officiers et sous-officiers américains ont formé les unités géorgiennes et des officiers d'états-majors. La Russie a jugé ce fait comme le début d'intervention de l'OTAN dans la zone des intérêts russes et elle a augmenté sa pression sur la Géorgie pour ralentir sa glissade vers l'occident.

L'OTAN fera des pays du Caucase le point focal du Partenariat pour la paix, initiative d'expansion de son rayon d'action la plus efficace, pour refléter leur importance dans la guerre contre le terrorisme. Dans le cadre de cette initiative, l'OTAN a annoncé à Istanbul son intention d'ouvrir des bureaux régionaux dans le Caucase ainsi qu'en Asie central. Le premier de ces bureaux s'est installé à Tbilissi, capitale de la Géorgie.

L'Azerbaïdjan et la Géorgie accueillent régulièrement différentes activités dans le cadre du PpP, y compris les exercices multinationaux et bilatéraux<sup>3</sup>. Malgré les invitations de l'OTAN et des pays hôtes à participer dans ces exercices, la Russie a toujours refusé. La seule exception était faite pour l'exercice de PpP « Coopérative Best Effort -03» conduit en Arménie, le pays allié de la Russie, en 2003, où la Russie a participé avec une section d'infanterie appartenant aux unités russes pré positionnées dans ce pays. Le processus préparatoire pour l'exercice était accompagné par les efforts considérables de la diplomatie arménienne qui a

---

<sup>3</sup> Les exercices d'état-major multinational « Cooperative Determination » et « Eternity » en Azerbaïdjan ; les exercices multinationaux maritimes « Coopérative Partner » et terrestres « Cooperative Best Effort », « Medceur » et d'autres en Géorgie

persuadé les Russes que l'accueil de l'activité de l'OTAN n'a rien changé dans la politique étrangère de l'Arménie.

Même s'il n'y a pas de présence militaire américaines en Azerbaïdjan, comme il y en a en Géorgie, ces deux pays sont considérés, de plus en plus, par beaucoup comme des bastions occidentaux, alors que l'Arménie, poursuivant une coopération militaire et technologique active avec la Russie sur la base d'un traité, reste un allié stratégique de la Russie.

Cette disposition, renforcée par l'intention ferme de la Géorgie d'intégrer l'espace euro-atlantique, inquiète beaucoup Moscou. L'adhésion possible de la Géorgie à l'OTAN peut considérablement embarrasser l'approvisionnement des forces russes pré positionnées en Arménie. Même aujourd'hui la communication terrestre entre la Russie et l'Arménie est impossible via l'Azerbaïdjan et très compliqué à travers la Géorgie à cause des conflits à Nagorny Karabakh et en Abkhazie. Cet isolement ne donne aux bases russes en Arménie aucune valeur stratégique pour la Russie.

Mais la présence de l'OTAN en Transcaucasie, est-elle vraiment dangereuse pour la sécurité de la Russie ? Il est évident que, la Russie a une ambition de maintenir exclusivement le contrôle sur le Caucase du sud, mais ses capacités réduites ne le permettent plus. En outre, les Etats-Unis accordent également une attention particulière à cette région. Cette attitude est bien sûr liée aux ressources énergétiques de la région Caspienne mais aussi à la politique globale des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme international. Le développement des événements dans le Caucase montre que la Russie n'est plus capable de garantir la sécurité, non seulement à « l'étranger proche », mais aussi à l'intérieur de ses propres frontières caucasiennes. Cet environnement attire les différentes organisations islamistes qui ne sont pas encore très actives dans la région, mais qui ne tarderont pas augmenter leur influence et refouler les russes hors du Caucase du nord si les circonstances sont favorables. Dans ce cas, la présence des conseillers américains et autres dans le Caucase du sud, leurs efforts de renforcer des capacités de lutte antiterroriste et de consolider les institutions étatiques de la région, pourraient rassurer la majorité des forces politiques russes qui crient à l'encerclement au lieu de s'adapter à la nouvelle réalité géopolitique et d'harmoniser leurs intérêts à ceux de l'OTAN, un allié puissants pour sécuriser les approches sud et prévenir la sécession du Caucase du nord.

En ce qui concerne des bases militaires de l'OTAN dans le Caucase du sud, le président et gouvernement de la Géorgie ont annoncé, à plusieurs reprises, leur volonté d'approuver la loi interdisant le déploiement des bases étrangères sur le sol géorgien, si Moscou cesse de soutenir les séparatistes ossètes et abkhaz. Suite au rapprochement de la Russie avec l'Azerbaïdjan au début des années 2000, ce dernier ne parle plus de nécessité du stationnement des bases de l'OTAN sur son territoire tout en restant sur les positions pro occidentales. Après la retraite des forces russes de la Géorgie, l'Arménie demeurera le seul pays de la région qui accueillera les forces étrangères, en l'occurrence russes, ce qui est le facteur déstabilisant, si on tient compte du soutien russe aux arméniens pendant la guerre à Nagorny Karabakh et les vellétés séparatistes de la minorité arménienne en Géorgie.

### **1.1.2 L'islamisme ou la menace exagérée d'une intrusion étrangère dans le Caucase du Nord**

La " menace islamiste " agité en Occident depuis la révolution iranienne, est devenue, le thème d'actualité dans l'espace post soviétique après l'effondrement de l'URSS.

La Russie s'est affrontée à ce problème, après l'éclatement de la première guerre tchéchène en 1994. Cette guerre n'avait pas de la couleur religieuse évidente, elle était purement indépendantiste, mais le désespoir du peuple tchéchène a poussé la partie de la population vers les formes radicales de l'islam où ils espéraient trouver le salut. Ainsi, cette petite république de la Fédération Russe est devenu le champ d'action pour les fidèles de « wahhabisme », fondamentalisme rigoriste né au XVIIIe siècle en Arabie, qui s'oppose à l'islam traditionnel, majoritairement présent dans le Caucase du nord et toléré par les gouverneurs russes.

Voire la Tchétchénie, il n'y a pas dans la région Caucase du nord de groupes islamiques assez puissants pour s'imposer sur la scène politique locale ou régionale. La majorité de population civile des républiques nord caucasiennes ne soutient pas le radicalisme islamiste qui menace l'islam traditionnel (soufisme). On a même des témoignages selon lesquels des rassemblements contre les wahhabites ont eu lieu

dans les villages de région, à l'appel de conseils des Anciens. Pourtant, personne n'est capable de prédire le développement de la situation à l'avenir.

En Russie, à l'accusation portée contre la collusion entre indépendantistes tchétchènes et combattants islamistes envoyés par de " puissants pays islamistes " se greffe une explication en termes de géopolitique pétrolière: les monarchies du Golfe chercheraient, grâce à leurs réseaux islamistes, à empêcher l'exploitation du pétrole de la mer Caspienne. Certes, la présence sur le sol du Caucase du Nord de nombreuses organisations et sociétés islamiques faisant la promotion d'une interprétation radicale de l'islam est avérée<sup>4</sup>. De plus, une collecte en faveur de la Tchétchénie a été organisée par la branche jordanienne des Frères Musulmans.

La Russie soupçonne toujours que ces «sociétés » et d'autres organisations islamiques profitent des réseaux bancaires et les structures commerciales locales en Géorgie et en Azerbaïdjan pour leurs activités contradictoires dans le Caucase du nord et utilisent ces pays comme les territoires de transit de missionnaires et de «combattants volontaires » étrangers, ce qui n'a jamais trouvé la confirmation officielle. Au contraire, la Géorgie, le pays majoritairement chrétien (orthodoxe), qui essaye de gagner les sympathies de l'UE et l'OTAN pour adhérer ces organisations et l'Azerbaïdjan, pays musulman (chiite), mais profondément laïque, qui demeure sur les positions pro occidentales, s'efforcent d'interdire la pénétration des éléments islamistes radicaux, qui menacent non seulement leur sécurité, mais aussi l'image sur la scène internationale. Moscou a toujours attaché beaucoup d'importance aux facteurs extérieurs dans la guerre et la propagation du wahhabisme dans le Caucase du nord, ce qui est actuellement exagéré. De l'avis de spécialistes, plus de 90 % des combattants de Tchétchénie sont des locaux et des combattants du Nord Caucase qui viennent régulièrement combattre en Tchétchénie, puis retournent dans leurs républiques, tandis que ceux qui viennent du Moyen Orient sont pour la plupart des « mohadjirs », caucasiens exilés à l'Empire Ottoman au XIX siècles au moment de la conquête russe. Quant au financement, il proviendrait essentiellement d'un partage de l'argent versé par les Russes de manière illicite à l'opposition tchétchène pro russe pendant et entre les deux guerres.

Au printemps 2002, le Gouvernement des Etats-Unis a annoncé que quelques terroristes islamistes pourraient s'infiltrer dans la vallée du Pankissi, la région de la

---

<sup>4</sup> La " société des réformes sociales " (Koweït), la " société internationale de charité Qatar ", le Congrès islamique international du Salut (Djedda), l'organisation internationale islamique Taiba et la fondation Ibraïm Al Ibraïm

Géorgie, peuplée par la minorité tchétchène, mais ils étaient repoussés vers la Russie d'où ils sont venus et selon les observateurs de l'OSCE aucun groupe important n'avait été repéré en Géorgie.

Le facteur islamiste n'est pas encore décisif dans la région, mais sa montée en puissance à l'avenir proche est tout à fait possible si les pouvoirs russes ne cessent pas de chercher constamment l'ennemi à l'extérieur, surtout aux pays voisins, mais se tournent vers les raisons de radicalisation de la jeunesse nord caucasienne. La Russie continue des persécutions et des massacres en Tchétchénie. Les républiques de la région sont parmi les plus pauvres de la Fédération russe. Le taux de chômage est catastrophique (plus de 30% dans la République de Dagestan selon les sources officielles). Ce chômage a considérablement aggravé une situation sécuritaire déjà dégradée : les affrontements entre les clans criminels, les trafiquants de drogue et les responsables d'enlèvements sont devenus courants. L'aspiration de la population à de meilleures conditions de vie, à l'ordre public et à un emploi, nourrit l'influence grandissante du radicalisme islamique. Dans cette situation précaire, les autorités russes n'ont pas déterminé la politique nationale envers les différentes républiques de la Fédération. Ils soutiennent l'autoritarisme et la corruption des dirigeants locaux, ce qui entraîne le mécontentement augmenté de la population et rend plus crédible un discours islamiste anti-russe.

### **1.1.3 Transcaucasie comme la base arrière russe dans la lutte contre le séparatisme nord caucasien.**

La Russie attachait toujours beaucoup d'importance à la Transcaucasie comme la base arrière pour la pacification du Caucase du nord. Si la mise en place en Transcaucasie des structures de l'Etat russe n'a pas rencontré de grandes difficultés au début de XIX siècles, au nord, au coeur de la chaîne caucasienne, la Russie s'est heurtée à la résistance acharnée des peuples montagnards du Dagestan et de Tchétchénie. La sûreté sur le flanc sud (Géorgie, Azerbaïdjan) a beaucoup facilité l'établissement du contrôle russe dans le Caucase du nord.

A la fin des années 80 du XX siècles, le mouvement national de la Géorgie a établi les relations étroites avec ses homologues du Caucase du nord. Dès l'implosion de l'URSS, la république Tchétchène s'est proclamé souveraine (novembre 1991) et a été immédiatement soutenue par le premier président de la

Géorgie indépendante – Zviad Gamsakhourdia. Les relations entre deux pays ont commencé à se développer dans les domaines de commerce, de culture, de l'éducation et d'autres. Le rapprochement avec la Géorgie permettait à la Tchétchénie de se désenclaver ce qui ne convenait pas la Russie. L'appui du pouvoir géorgien aux velléités indépendantistes de la Tchétchénie est devenu l'une des raisons de renversement du président Gamsakhurdia, organisé et financé par la service de sécurité russe. Les nouvelles autorités géorgiennes ont interrompu les relations avec le président tchéchène Doudaev et ont mené la politique hostile envers la République Tchétchène où s'est réfugié Gamsakhurdia. Les forces positionnées en Géorgie permettaient la Russie de contrôler les frontières avec la Tchétchénie. L'accès au monde extérieur pour les Tchétchènes a été interdit, donc l'objectif de l'isolement a été atteint par la Russie. Mais l'encerclement de la république sécessionniste n'a pas donné les résultats souhaités – le régime en Tchétchénie a survécu toutes sortes de blocage pendant trois années et en 1994 la Russie, ayant perdu l'espoir de faire revenir la Tchétchénie au sein de la Fédération Russe, a déclenché la guerre contre la république rebelle. Dans cette situation les bases russes en Géorgie situées à 200 kilomètres de la frontière tchéchène, surtout les aérodromes militaires, pouvaient être utiles pour l'appui des opérations. D'après les sources différentes, l'aviation russe avait effectué quelques raids de ses bases en Géorgie au début de la première guerre tchéchène avant que le gouvernement géorgien ait demandé cesser l'utilisation de son territoire pour les frappes sur la Tchétchénie. Durant la deuxième guerre tchéchène la Russie demande constamment le gouvernement de Géorgie de permettre à ses forces de mener les opérations contre guérillas tchéchènes en utilisant le territoire géorgien. Pour la Géorgie cela signifie l'extension de la guerre sur son territoire compte tenu la présence de minorité ethnique tchéchène au nord du pays, qui reste pour l'instant loyale envers le gouvernement central de Géorgie.

De côté azerbaïdjanais, le soutien à l'indépendantisme tchéchène n'était pas évident même pendant le gouvernement nationaliste à Bakou, qui, en plus, n'a pas de la frontière avec la République Tchétchène. En revanche, l'Azerbaïdjan a la frontière avec une autre république bouleversée de la Fédération de Russie – Daghestan. La situation est aggravée par les revendications séparatistes des lesghuins, l'ethnie caucasique, qui habite de deux côtés de cette frontière, mais les

autorités azerbaïdjanais réussissent à maîtriser la situation et contrôler les frontières sans présence des forces russes sur leur sol.<sup>5</sup>

Les intérêts de la Russie et des pays caucasiens frontaliers sont potentiellement conciliables dans le domaine de sécurité. La stabilité accrue dans cette région permettrait pour le moins de rendre les frontières plus sûres.

#### **1.1.4 Elargissement du littoral en mer noire.**

Etant une grande puissance continentale, la Russie a toujours cherché à se désenclaver vers les mers chaudes. Empereur Pierre I le Grand a déjà pensé de la poussée vers la Méditerranée mais son préoccupation principale était de « percer la fenêtre vers l'Europe » au Nord, dans la mer Baltique. Tsarine Catherine II a entamé un effort de trouver le débouché vers la Méditerranée. Pendant deux siècles (XIX-XX) l'Empire Russe et son héritier l'URSS s'efforçaient de contrôler la mer Noire permettant d'accéder aux mers chaudes et rivaliser avec la Grande Bretagne, la France et les Etats-Unis plus tard. La conquête du Khanat de Crimée (actuellement le sud de l'Ukraine) et du Caucase au XIX siècle et l'occupation de la Roumanie et de la Bulgarie après la Seconde Guerre Mondiale devaient créer la base pour le futur désenclavement. L'effondrement successif du pacte de Varsovie et de l'Union Soviétique met en cause la réalisation de cette idée. En effet, la Roumanie et la Bulgarie sont à nos jours les membres de l'OTAN, la Russie a déjà perdu quelques grands ports commerciaux qui se trouvent sur le territoire ukrainien et le changement de l'orientation de l'Ukraine après l'arrivée au pouvoir des forces pro-occidentales en 2004 peut signifier la perte possible de la base navale russe (Sébastopol) dans ce pays. La Russie ne possède qu'un seul grand port et terminal pétrolier – Novorossisk et n'a pas d'une grande base navale sur son littoral. En revanche, en Géorgie il existe trois ports commerciaux – Batoumi, Soukhoumi, Poti ; un terminal pétrolier – Soupsa et une ancienne base navale soviétique avec un chantier à Poti appartenant aujourd'hui à la marine géorgienne. Ainsi, la Russie fait tout son effort pour compenser ses pertes par un accès au littoral de la Géorgie.

Hormis des intérêts stratégiques, la côte géorgienne de la mer Noire est attractive pour les Russes pour les raisons « pratiques ». Son microclimat subtropical

---

<sup>5</sup> La station de radars de détection avancés à Gabala est la seule installation militaire russe en Azerbaïdjan

en faisait la destination privilégiée des classes dirigeantes de l'Empire Russe puis Soviétique. Cette situation a créée dès lors un sentiment d'appartenance sinon chez l'ensemble des Russes, au moins chez leurs dirigeants. De nos jours, certains représentants de l'élite politique russe possèdent la propriété en Abkhazie (la région sécessionniste de la Géorgie), qui leur a été offerte par les leaders des séparatistes en échange du soutien pendant la guerre contre les Géorgiens.

## **1.2 L'appropriation du secteur énergétique – l'intérêt économique majeur de la Russie dans la région**

L'importance stratégique et économique du Caucase du sud ne pouvait laisser les grandes puissances dans une posture d'attente prolongée. Après avoir été, en raison de l'anarchie post-soviétique, à la marge de ce « jeu », la Russie s'est repositionnée et a affirmé ses ambitions dans cette région. Les intérêts économiques russe dans le Caucase du sud se trouvent principalement dans la domaine énergétique.

Presque immédiatement après la dissolution de l'Union soviétique, les compagnies pétrolières de pratiquement tous les pays développés se sont précipitées dans les pays riverains de la Caspienne, cherchant à conclure des accords sur l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole dans la région. D'emblée, il était clair que le Caucase du Sud occupait une position stratégique pour le transit de l'énergie vers l'Occident. Il était inévitable que le futur grand oléoduc pour l'exportation devienne une question brûlante pour la Russie. Le « *contrat du siècle* », pour l'exploitation des trois gisements caspiens, a été signé le 20 septembre 1994 entre le gouvernement azéri et le consortium international AIOC (*Azerbaijan International Operating Company*) regroupant dix compagnies, y compris la compagnie Russe *Lukoil*. Après la pression des Etats-Unis il a finalement été décidé de construire l'oléoduc Bakou –Tbilissi - Ceyhan (BTC) pour le transport de pétrole via l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, qui est devenu opérationnel à 2005, tandis qu'un gazoduc Bakou- Tbilissi - Erzurum (BTE), opérationnel fin 2006 ou début 2007, passerait par les mêmes pays. Bien que la Russie ait été mécontente de l'accord final sur la construction de l'oléoduc et de la perte de sa position dominante pour le transit vers l'Occident, elle a adopté une position modérée, cherchant à faire de l'Azerbaïdjan un argument pour intensifier sa coopération avec l'Occident. Cette

position a été facilitée par la complémentarité de la politique étrangère et de la politique pétrolière de l'Azerbaïdjan, qui n'a pas ignoré les intérêts russes, et par la nécessité d'accroître sa coopération avec les Etats-Unis pour l'exploitation de ses propres ressources énergétiques. Les compagnies russes jouent le jeu du marché et peuvent commercialiser des hydrocarbures de la Caspienne pour remplir leurs contrats avec leurs clients européens. Mais en même temps les compagnies russes ne peuvent pas investir massivement dans l'exploitation des hydrocarbures de la Caspienne, faute de capitaux, ce qui explique le retrait de Lukoil du consortium gérant le Bakou - Ceyhan en 2002. La Russie n'a pas les moyens d'écarter ou de remplacer les Occidentaux dans la Caspienne : bien plus elle a besoin des investissements occidentaux.

Après avoir opéré une mainmise sur cinq entreprises publiques arméniennes, surtout dans le secteur de l'énergie, la Russie domine désormais une grande partie de ce secteur, où elle possède la plus grande centrale thermique, située à Hrazdan, et gère la centrale nucléaire de Mezdamor (qui produit près de 40% de l'électricité) et six centrales hydroélectriques. De surcroît, l'Arménie dépend de la Russie pour ses principales ressources énergétiques, son combustible nucléaire et son gaz naturel. En juin 2003, l'Arménie a signé un contrat avec l'entreprise russe Gazprom pour être approvisionnée en gaz pour les cinq prochaines années.

Les tout récents événements pouvaient mettre aussi le marché énergétique de la Géorgie sous la tutelle de la Russie. L'accord de développement stratégique d'une durée de 25 ans, négocié avec Gazprom par le gouvernement géorgien qui lui céderait le droit d'utiliser les oléoducs nationaux géorgiens en échange d'investissements dans le réseau de gazoducs, menace en conséquence la souveraineté du pays sur ses ressources. Ce contrat est censé faciliter la politique expansionniste de Gazprom envers la Turquie grâce à l'utilisation des oléoducs géorgiens et du réseau Blue Stream, ce qui lui donnerait une position de monopole sur le marché turc du gaz. En effet, ces développements risquent de menacer la réalisation du projet Shah-Deniz dans lequel des entreprises occidentales avaient prévu d'investir pour construire un gazoduc reliant les gisements d'Azerbaïdjan à la Turquie en traversant la Géorgie.

Après la conclusion de contrats qui s'est déroulée à huis clos, le monopole russe de l'électricité, Unified Energy Systems (RAO EES en russe), a acquis 75% de l'entreprise américano-géorgienne AES-Telasi en rachetant essentiellement la part

de l'Américain AES. Il exerce désormais un contrôle décisif sur la distribution de l'électricité en Géorgie où les coupures d'électricité ont déjà été utilisées par la Russie comme moyen de pression politique.

Ainsi, en 2004-2005 la Russie a consolidé sa position de contrôle de marché arménien et la partie de marché géorgien de l'énergie, démarche vue d'un mauvais oeil par les Américains, dont les intérêts sécuritaires et stratégiques plus vastes s'accordent mal avec l'impérialisme régional russe.

## **2. LES OUTILS DE PRESSION RUSSE SUR LES PAYS TRANSCAUCASIENS**

Pour parvenir à contrôler le Caucase du sud, la Russie joue sur plusieurs tableaux simultanément et privilégie utiliser les différents outils de pression pour défendre ses intérêts.

Le maintien des zones de conflits reste l'un des leviers auxquels Moscou ne veut pas renoncer. Economiquement, la Russie s'est efforcée de maintenir les dépendances des trois nouveaux Etats. Dans le domaine militaire, elle a maintenu une présence, acceptée en Arménie mais qui est, en Georgie, source de fortes tensions, alors que Tbilissi, comme Bakou, n'a jamais accepté le traité de Tachkent (traité de sécurité collective signé le 15 mai 1992 dans le cadre de CEI).

### **2.1 L'attisement des conflits ethniques et le soutien aux régimes séparatistes**

Au cours des deux derniers siècles, l'Empire russe et l'Union soviétique ont largement contribué à préparer le terrain aux tensions ethniques actuelles dans le Caucase du sud par des déportations et des repopulations de différents groupes ethniques ainsi qu'en traçant et retraçant artificiellement des frontières administratives.

Les raisons de création des territoires autonomes à l'intérieur des républiques soviétiques étaient différentes. En Géorgie, par exemple, le district autonome de l'Ossétie du sud était établi pour récompenser les ossètes qui ont soutenu l'invasion soviétique en 1921 et la République autonome de l'Adjarie devait satisfaire la Turquie kémaliste qui a demandé le statut privilégié pour cette région de la Géorgie anciennement occupé et islamisé par l'Empire Ottoman. Le découpage des pays

transcaucasiens est l'application parfaite de l'ancien principe impérialiste « diviser pour régner ». Aucune de frontières, dessinées sur les cartes dans les bureaux de Parti communiste Russe au début des années 20 du XX siècle et imposées sans demander l'avis de la population locale, n'avaient pas de justifications historiques, juridiques, économiques ou d'autres. L'existence des territoires autonomes était pour Moscou le moyen de pression sur les républiques transcaucasiens même à l'époque soviétique.

Les dernières années de l'existence de l'URSS étaient marquées de tensions ethniques, attisées par Moscou, qui se sont transformées en guerres après l'effondrement de l'URSS. Le premier conflit s'est éclaté en 1988 à Nagorny Karabakh, région autonome de l'Azerbaïdjan soviétique, majoritairement peuplé d'Arméniens (75 % de la population) qui, dès 1986, avaient revendiqué le rattachement à la "mère patrie". Au début du conflit la Russie a aidé les deux parties du conflit pour mieux contrôler la situation mais plus tard la position russe est devenu clairement pro arménienne, ce qui a permis aux arméniens d'occuper non seulement Nagorny Karabakh, mais aussi les autres territoires azerbaïdjanais reliant la région autonome enclavée avec l'Arménie. Entre 1994 et 1996, on estime que la Russie a transféré des armes en Arménie pour un montant d'un milliard de dollars des Etats-Unis. Toutes les initiatives russes de maintien de la paix consistaient à déployer dans la zone de conflit des observateurs, majoritairement russes, sous la protection de 1 800 soldats de la CEI, essentiellement des Russes sous commandement russe. Les chefs des postes d'observation étant tous des officiers russes, c'était donc aux militaires russes (au lieu de la CSCE) qu'incombait la principale responsabilité du contrôle et de l'imposition du cessez-le-feu. Ce plan présentait un stratagème de la Russie pour stationner des troupes en Azerbaïdjan. Toutefois, ce plan n'était pas mis en oeuvre et l'Azerbaïdjan continuait de donner la préférence à un rôle accru de la CSCE dans la région.

Avec l'arrivée au pouvoir de V. Poutine les relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan se sont améliorées et Moscou a assoupli sa position sur le Nagorny Karabakh mais la ligne générale n'a pas changé – l'Arménie demeure l'alliée privilégiée de Russie dans la région et en 2002-2004 des équipements provenant du démantèlement de bases russes en Géorgie y ont été envoyés malgré des protestations de Bakou. La Russie ne va pas au delà de déclarations dans le processus de résolution du conflit gelé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan tout en

restant le principal fournisseur des forces armées arméniennes en matière de formation et d'équipement.

La Russie avait provoqué les précédents gouvernements géorgiens à des actions, qui lui ont servi de prétexte à intervenir directement dans le pays sous la forme du « maintien de paix ». Les jugements de certains « experts », que les sécessionnismes abkhaze et ossète étaient les résultats de la politique nationaliste du premier gouvernement géorgien, sont complètement faux. Au contraire, la radicalisation du nouveau pouvoir central en Géorgie a suivi les déclarations séparatistes et anti-géorgiennes des organisations nationalistes ossètes et abkhaze, créées sur ordre du Bureau politique de parti communiste soviétique en 1988-1989 pour freiner la précipitation indépendantiste de la Géorgie. L'idée du démantèlement de la Géorgie ne présente pas l'innovation de la politique russe postsoviétique. Au début des années 80 Mikhaïl Souslov (1902-1982), l'idéologue du parti bolchevique de Russie et du parti communiste d'URSS, a fait une « conférence à huis clos » au cours de laquelle il a justifié sa grande conviction expansionniste, chauviniste et raciste à l'encontre de la nation géorgienne<sup>6</sup>.

Les organisations extrémistes ossètes et abkhaz ont été créés par les services de sécurité soviétiques dans deux régions de la Géorgie à la fin des années 80 comme un contrepoids au mouvement national géorgien<sup>7</sup>. Les conflits en Abkhazie et à Samachablo (l'ancien District Autonome Soviétique de l'Ossétie du sud) ont éclaté au début des années 90, quand les séparatistes locaux ont déclaré leur volonté se séparer de la Géorgie pour s'unir à la Fédération de Russie et ont organisé les pogromes de la population géorgienne de ces régions.

L'armée russe a équipé et formé les groupes ossètes et abkhaz armées (y

---

<sup>6</sup> Quelques grandes lignes de « politique nationale » pour la Géorgie proposées par Souslov : *Nous devons permettre à nos Généraux d'Extrême Orient de continuer à avoir des conditions de vie « normales ». Pour procéder à leurs rapatriements, nous avons besoin des territoires situés au bord de la Mer Noire où vivent, comme vous le savez, les Géorgiens. Nous devons tenir compte du fait que les Géorgiens se différencient fortement de nous, et que tôt ou tard, ils poseront la question de l'indépendance et de la liberté. Nous devons commencer à les affronter en Abkhazie. En profitant de l'Abkhazie, nous accorderons l'indépendance à la Mingrétie, la Svanétie et l'Adjarie. Nous raviverons ainsi les sentiments provinciaux et nationaux entre eux. Nous devons dresser la Géorgie Occidentale contre la Géorgie Orientale et jouer le rôle de conciliateurs. Nous devons simultanément persuader scientifiquement les Géorgiens qu'ils sont issus de pays divers et qu'ils sont les représentants de diverses nations, ce qui nous donnera la possibilité de les chasser définitivement du territoire géorgien"*

<sup>7</sup> L'organisation extrémiste anti-géorgienne en Abkhazie (« Aydgilara ») était créée sur l'ordre du Bureau politique de Parti Communiste Soviétique en 1988 par les collaborateurs et les officiers de cadre du KGB (le « vice-président » du gouvernement séparatiste Abkhaze, R.Khadjimba, est l'officier du KGB et de son successeur FSB – service de sécurité russe).

compris l'équipement lourd) qui menaient les attaques contre la police géorgienne. En Abkhazie les unités de l'armée russes déguisées en uniforme de milice abkhaze ont été engagées aux offensives contre les troupes géorgiennes et l'aviation russe a bombardé les villes géorgiennes. Ces unités avec les « volontaires » cosaques et nord caucasiennes entraînés par le GRU (Département du renseignement de l'armée russe) ont participé aux pillages et massacres de population géorgienne civile<sup>8</sup>. La pression politique et militaire de Moscou a obligé le gouvernement de Géorgie à signer des accords de cessez-le-feu à la fin de 1992 en Ossétie du sud et en 1994 en Abkhazie. Une force de « maintien de la paix » conjointe, composée d'un bataillon russe, un bataillon nord ossète, un bataillon sud ossète et un bataillon géorgien ont été déployés en Ossétie du sud. Ce rapport de force discriminant pour la Géorgie (3 contre 1) a pratiquement privé le gouvernement central géorgien du contrôle sur cette région du pays. Les unités russes présentent la totalité d'une "force commune de la CEI pour le maintien de la paix" en Abkhazie (3 000 soldats), déployée le long de la rivière Ingouri qui sépare cette région de la Géorgie. Cette force protège aujourd'hui le régime séparatiste abkhaze et empêche le gouvernement central de restaurer le contrôle sur cette région.

« L'aide » russe à la pacification des conflits en Géorgie s'est traduite par les décisions, prises par le président géorgien, de faire entrer la Géorgie dans la CEI et de conclure des accords autorisant l'installation de bases militaires russes en Géorgie (à Tbilissi, Akhalkalaki et Batoumi). L'entrée de la Géorgie dans la CEI étant en partie due à des motifs économiques et la Russie refusant l'idée d'une alliance avec le gouvernement géorgien contre les sécessionnistes abkhazes, il a finalement été évident que Moscou avait usé de sa position de "pacificateur" dans la région à des fins géopolitiques. Grâce aux nouveaux accords militaires avec la Géorgie, la Russie n'avait plus besoin de prétexter des opérations de maintien de la paix pour introduire des contingents militaires dans cet Etat. En participant à de telles opérations, elle pouvait justifier sa présence militaire en Géorgie et accroître la dépendance de cette République.

---

<sup>8</sup> Le « ministre de la défense » du gouvernement séparatiste abkhaze, Sosnaliev est l'officier de l'armée russe, un terroriste tchétchène Chamil Bassayev et quelques autres leaders des « volontaires » nord caucasiens ont passé les cours de guérillas et de sabotage dans les bases du GRU dans le Caucase du nord avant d'être envoyés en Géorgie. Après la fin de guerre en Abkhazie, Bassayev est rentré en Tchétchénie en 1994 où il est paradoxalement devenu le commandant de résistance anti-russe dès la première guerre tchétchène. Il utilise avec succès son expérience et le savoir-faire contre ses anciens patrons – les militaires et le service de sécurité russe.

Depuis la conclusion des accords de cessez-le-feu la Russie bloque tous les plans de résolution des conflits gelés, proposés par les gouvernements géorgiens et les envoyés spéciaux de l'ONU. L'Abkhazie et l'Ossétie du Sud forment de véritables « trous noirs », propices à tous les trafics. La contrebande d'alcool, de tabac, de produits pétroliers, d'armes ou de drogues a fini par entraver le règlement définitif de ces conflits. Ressource principale des dirigeants des territoires sécessionnistes, ces revenus illicites sont en fait tacitement partagés entre toutes les parties en présence, y compris les forces d'interposition russes.

Le soutien militaire et économique de la Russie aux régimes séparatistes dans le Caucase du sud ainsi que les tentatives russes de l'annexion des territoires géorgiens engendrent les forts sentiments anti-russes de la société locale. Les banques et les compagnies russes opèrent en Abkhazie et l'Ossétie du sud sans permission des autorités centrales géorgiennes. Les individus et les organisations russes occupent les terrains en Abkhazie pour construire les villas et les sanatoriums. En Abkhazie aussi bien qu'en Ossétie du sud, la Russie octroie la nationalité russe à tous ceux qui le désirent et le régime des visas pour traverser la frontière en direction de la Russie est plus souple pour ces régions séparatistes que pour Tbilissi. Etant donné que la Géorgie n'est pas en mesure d'assurer le contrôle des frontières entre la Russie et l'Abkhazie et entre la Russie et l'Ossétie du sud, on peut aisément interpréter ce régime de visa comme une forme d'annexion de ces deux régions par la Russie.

Cette politique russe d'ingérence force la Géorgie et l'Azerbaïdjan à chercher l'aide des occidentaux pour rétablir l'intégrité territoriale.

## **2.2 Le chantage énergétique.**

Comme on a déjà souligné, économiquement la Russie s'est efforcée, non sans succès, de maintenir, voire d'accentuer, les dépendances des trois Etats du Caucase du sud et elle utilise ce facteur pour la pression sur ces pays.

Les dimensions politiques de la « mainmise » russe sur le secteur géorgien de l'énergie sont susceptibles d'influencer la scène politique interne de la Géorgie ainsi que l'indépendance politique du pays. Les circonstances qui ont présidé à la conclusion de l'accord avec Gazprom laissent supposer une certaine implication

politique de l'exécutif russe au plus haut niveau. En effet, cette compagnie a lancé une stratégie expansive vers la CEI dans un effort bien conçu qui a déjà porté ses fruits en Géorgie et en Arménie.

En tout cas, les deux accords commerciaux ainsi que des rachats potentiels dans le domaine des télécommunications ont renforcé les moyens de pression économique et politique de la Russie sur la Géorgie et consolidé sa position dans la région. Les responsables russes soulignent que tant que la Russie vend du gaz naturel à la Géorgie à 60 dollars des Etats-Unis les 1 000 mètre cube, cette transaction devra être considérée comme une mesure d'assistance financière. En été 2005, la Russie a subitement fait savoir qu'elle allait changer radicalement sa politique dans l'espace post-soviétique et cesser de fournir son gaz et son pétrole à bas prix aux Etats qui veulent se désengager de son étreinte. Les officiels russes indiquent que les relations économiques intergouvernementales seront fondées sur les pratiques mondiales. L'entreprise russe Gazprom a immédiatement annoncé son intention d'augmenter le prix de gaz exporté en Géorgie et en Ukraine. Le gaz fourni à la Géorgie sera facturé à 110 dollars des Etats-Unis les 1 000 mètre cube<sup>9</sup> à partir de 2006. Cette décision était prise sans aucun argument économique. En fait, le discours « économique » du Kremlin est la tentative maladroite russe de masquer la nature purement politique de cette décision, car la Russie continue à fournir gratuitement le gaz et l'électricité aux régimes séparatistes de la Géorgie. Pour atténuer l'effet grave sur son économie, la Géorgie a trouvé une autre source d'approvisionnement – le Kazakhstan, qui pourrait lui vendre du gaz pour le coût de 60 dollars, mais la Russie refuse le transit du gaz kazakh par son territoire. Cela confirme aussi la volonté de Moscou de punir la Géorgie, avide de se libérer de sa tutelle. Le gouvernement géorgien a expliqué qu'une hausse des coûts du gaz russe fourni à la Géorgie se ressentirait forcément chez le voisin arménien, dont les livraisons de gaz russe sont tributaires du transit géorgien. L'augmentation du coût du gaz a « paradoxalement » coïncidé avec la décision du Kremlin de limiter l'accès des produits agricoles géorgiens au marché russe.

L'augmentation du tarif annoncée pour l'Arménie, l'allié de Russie dans la région, a été ajournée après la rencontre du président V.Poutine avec le président arménien R.Kocharian au mois de décembre 2005. Les deux parties ont déclaré

---

<sup>9</sup> La Géorgie, comme l'Arménie a payé 55 dollars 1 000 mètre cube. Pour les pays baltes, membres de l'Union Européenne et de l'OTAN, le coût a été augmenté à 120 dollars pour 1 000 mètre cube à partir de 2006.

qu'ils « allaient tenir de nouvelles négociations dans les semaines à venir ». « *Les relations entre la Russie et l'Arménie vont beaucoup plus loin que de simples projets concernant l'énergie. Nous développons les coopérations politique, humanitaire et militaire. Nous avons beaucoup d'autres sphères de coopération économique que l'énergie* », a expliqué Poutine.

Dans le cas arménien ce n'est pas le rapprochement avec l'Occident, qui pourrait avoir déplu à Moscou, mais la coopération de l'Arménie avec l'Iran dans le domaine du gaz. L'Arménie a en effet brisé le monopole de la Russie, qui était son unique fournisseur de gaz naturel, avec un volume d'environ 1,3 million de mètres cubes par an depuis la fin des années 1990. L'accord conclu avec l'Iran pourrait alléger cette dépendance à partir de 2008, date à laquelle devrait entrer en activité le gazoduc reliant l'Arménie à l'Iran, actuellement en chantier. Le journal russe « Rossiiskaïa Gazeta » a indiqué que Erevan et Téhéran étaient tombés d'accord pour prolonger éventuellement le gazoduc vers la Géorgie, voire l'Ukraine, une perspective qui irrite Moscou, soucieuse de garder le monopole sur le gaz fourni dans la région, donc posséder toujours le moyen de pression.

Après avoir conquis des participations significatives dans les secteurs énergétiques arménien et géorgien, les entreprises russes ont redoublé d'efforts pour prendre pied en Azerbaïdjan. Se fondant sur sa richesse pétrolière potentielle, l'Azerbaïdjan a réussi à résister à la pression russe. L'inauguration de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) en 2005 a marqué le point de retournement dans les efforts de l'Azerbaïdjan pour assurer son indépendance énergétique. L'Azerbaïdjan, qui achète aujourd'hui son pétrole et son gaz à la Russie, est convaincu que la croissance de sa propre production de pétrole et de gaz va bientôt le libérer de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Fédération de Russie. Après la décision d'une compagnie russe RAO EES à augmenter le coût d'un kilowatt / h. de 2.8 cents de dollars à 4,0 cents, l'Azerbaïdjan a annoncé ses plans de trouver un autre fournisseur d'électricité ainsi que cesser l'importation du gaz Russe et de se réorienter vers l'Iran.

Cette politique russe du chantage énergétique peut donner les résultats contraires et stimuler le développement de l'économie régionale, comme c'était le cas dans les pays baltes qui souffraient de l'embargo gazo-pétrolier de Moscou au début des années 90. La grande majorité des géorgiens et des azéris sont persuadé qu'il faut se débarrasser de la dépendance énergétique de la Russie et trouver les

sources alternatives d'approvisionnement du gaz et d'électricité le plus tôt possible. En ce qui concerne l'Arménie, les hommes politiques locaux déclarent qu'en cas d'une hausse annoncée du prix du gaz, l'Arménie doit immédiatement demander la Russie de payer pour ses bases militaires dans ce pays selon « la pratique mondiale ».

### **2.3 La déstabilisation des régimes politiques**

Dès le début de l'indépendance des trois républiques transcaucasiennes, la Russie a fait des efforts considérables pour discréditer les mouvements nationaux indépendantistes et déstabiliser les régimes politiques en Géorgie et à l'Azerbaïdjan, vus comme trop pro-occidentaux. En Arménie, le mouvement national, enlevé par l'idée d'incorporer le Nagorny Karabakh, voyait en Russie une source de l'assistance militaire dans le conflit avec l'Azerbaïdjan et un protecteur contre la Turquie. Ainsi, après l'effondrement de l'URSS, l'Arménie est devenue alliée « naturelle » de la Russie dans le Caucase du sud et a évité des graves bouleversements politiques.

Le premier coup était porté sur la Géorgie où la coalition anticommuniste et indépendantiste « Table Ronde -Géorgie libre » a remporté la victoire aux élections législatives en 1990. Le 13 mars 1991 la population géorgienne s'est prononcée par référendum pour l'indépendance et quelques mois plus tard l'ancien dissident Zviad Gamsakhourdia a été élu le président de la Géorgie. Ses intentions de se débarrasser définitivement de la tutelle de « grand frère » russe étaient jugées trop dangereuses à Moscou. La Russie a d'abord organisé une campagne compromettante le leader géorgien dans la presse locale et russe, puis elle a financée et armée « l'opposition » géorgienne qui a renversé le président Gamsakhourdia. Les organisateurs du coup d'état ont « invité » l'ancien général de la service de sécurité interne soviétique, le premier secrétaire de partie communiste géorgienne aux années 70-80 et l'ex-ministre soviétique des affaires étrangères – Edouard Chevardnadze de se mettre à la tête du nouveau gouvernement. Menacé par les unités de Garde Nationale fidèles au président Gamsakhourdia, Chevardnadze s'est appuyé sur les forces militaires russes pour renforcer son pouvoir et a fait adhérer la Géorgie à la CEI.

Le scénario presque identique était joué à l'Azerbaïdjan, qui a proclamé son indépendance en 1991, mais est resté gouverné par l'élite communiste. En 1992 le leader du Front national d'Azerbaïdjan, Aboufaz Eltchibey, était élu le président et a

refusé d'adhérer à la CEI. Il a intensifié les négociations avec les compagnies pétrolières occidentales débouchant, en juin 1993, sur l'adoption d'une déclaration commune entre la compagnie nationale pétrolière azérie (SOCAR) et un consortium de compagnies occidentales dirigé par British Petroleum. Dès lors, les pressions et agissements de la Russie pour que le consortium retienne l'option du nord, procédaient, en réalité, d'un calcul cynique. Après avoir militairement appuyé les Arméniens du Haut-Karabakh, entraînant ainsi l'affaiblissement considérable du gouvernement du Président azéri A. Eltchibey, les Russes ont largement participé à la chute de ce dernier en août 1993 en donnant un « coup de main » aux putschistes. En septembre le parlement vote l'adhésion à la CEI et le nouveau gouvernement a suspendu toutes les opérations avec les compagnies occidentales et a signé un accord avec la Compagnie russe Lukoil, lui cédant 10 % des parts de SOCAR dans le futur consortium (plus tard Lukoil était obligé de se retirer du consortium pour les raisons décrites dans la chapitre 1.2 ).

Ainsi, la Russie a essayé de créer l'image des états en déliquescence avec les régimes politiques faibles pour persuader la population locale et les organisations internationales qu'elle était la seule puissance capable de maintenir un ordre minimal dans cette zone d'instabilité et de « non-droit ». Le but principal de cette politique russe était de faire revenir sous son contrôle des ex-républiques soviétiques, mais aussi décrédibiliser la route du sud d'oléoduc et s'assurer que la voie du nord, passant par le Caucase du nord russe, ne serait pas oubliée pour l'acheminement du brut.

#### **2.4 La lutte contre le terrorisme : les fantômes de Pankissi**

Il est indéniable que la campagne tchéchène lancée aux portes de la Géorgie a renforcé les pressions du Kremlin sur ce pays. Quand le conflit en République tchéchène est entré dans sa phase actuelle en 1999, les autorités de la Fédération de Russie ont accusé la Géorgie de donner refuge à des rebelles tchéchènes infiltrés avec les réfugiés dans la gorge de Pankissi, situé au nord de la Géorgie, au pied des monts du Caucase, à une cinquantaine de kilomètres de la frontière avec la

Tchéchénie<sup>10</sup>. La Russie a demandé aux autorités géorgiennes d'autoriser l'armée russe à opérer en Géorgie pour combattre les « terroristes » tchéchènes et servir les bases militaires russes comme les bases arrières pour les opérations en Tchéchénie. Malgré l'insistance de Moscou, Tbilissi a refusé. En 2002, la Russie a menacé d'intervenir contre de prétendus camps de rebelles tchéchènes dans la gorge, et pour faire plier les autorités géorgiennes, la Russie n'avait pas hésité à multiplier les incursions aériennes sur le territoire géorgien suivies de bombardements « involontaires » sur des villages géorgiens proches de la frontière tchéchène.

Le Secrétaire d'Etat à la sécurité de Géorgie a reconnu que jusqu'en 2003, les combattants tchéchènes se trouvaient dans la vallée. Cependant, le gouvernement géorgien avait rétabli son autorité sur le défilé qui n'abrite désormais que des réfugiés tchéchènes et des habitants locaux. Le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés a affirmé que les personnes âgées, les femmes et les enfants représentaient 80 % de ces réfugiés.

En accusant la Géorgie, les autorités russes « oubliaient » toujours que pour passer à la Géorgie et revenir en Tchéchénie, les guérilleros tchéchènes devaient aussi traverser la frontière de côté russe, qui était contrôlée par l'armée russe, équipée et formée beaucoup mieux que l'armée géorgienne. Ce va-et-vient des combattants tchéchènes n'était-il pas autorisé par les militaires russes sur l'ordre des hautes autorités politiques pour avoir encore une justification de pression sur la Géorgie? Cette question se pose si on souvient le discours du chef d'état-major russe, le Général Youri Balouievski, qui a menacé d'attaquer « les bases terroristes dans n'importe quelle région » du monde, en faisant, bien sûr, allusion à la Géorgie. Le Président de la Fédération de Russie, V.Poutine, était plus concret pendant son discours le 11 septembre 2002, qui comportait la menace d'engager une action militaire unilatérale contre des terroristes soupçonnés de se tenir en Géorgie.

Rejetant ces accusations, la Géorgie a invité l'OSCE à surveiller sa frontière avec la République tchéchène de la Fédération de Russie et à rendre compte des mouvements observés. Les observateurs affirment qu'il ne semble pas probable que la gorge du Pankissi serve véritablement de base active aux combattants

---

<sup>10</sup> Près de 2 500 réfugiés tchéchènes vivent à l'heure actuelle au milieu de la population locale dans la gorge de Pankisi. La population de la gorge est majoritairement d'origine tchéchène. Leurs ancêtres ont immigré en Géorgie au XIX siècle pendant la Guerre du Caucase.

tchéchènes même si on ne peut exclure que des petits groupes y ont séjourné avant.

A la différence de la Russie, les Etats-Unis, préoccupés de la présence des islamistes dans la gorge de Pankissi, n'ont pas menacé la Géorgie, mais ils ont proposé au gouvernement géorgien la formation et l'entraînement des forces armées géorgiennes. Pour ce faire, le Pentagone a décidé au début de l'année 2002 d'envoyer un contingent de deux cents instructeurs militaires chargés de former des unités de l'armée géorgienne à la lutte antiterroriste. La décision américaine se justifiait amplement compte tenu du manque d'entraînement évident et de l'absence de ressources suffisantes de l'armée géorgienne pour faire face aux conflits de basse intensité et plus particulièrement la lutte contre le terrorisme. Il faut souligner que la Russie a toujours resté indifférente aux demandes du gouvernement de Géorgie d'aider à la formation et l'équipement de l'armée géorgienne.

Du côté américain, la décision d'envoyer un contingent militaire en Géorgie était également dictée par une autre préoccupation majeure: la menace d'une intervention russe au Nord de la Géorgie, à la frontière avec la Tchétchénie. Présentée par le Kremlin comme imminente à la fin du mois de janvier 2002, cette opération avait sans nul doute été planifiée par l'état-major russe.

Les accusations permanentes de la Géorgie sont des exemples évidents de la politique russe de doubles standards. En cherchant les terroristes dans la gorge de Pankissi, la Russie non seulement tolère les terroristes qui se baladent en Abkhazie sous les yeux du contingent russe du « maintien de paix », mais leur octroie la nationalité russe<sup>11</sup>.

## **2.5 Les bases militaires russes – un atout dévalorisé dans les enjeux stratégiques**

La Russie a profité de son statut de successeur naturel à l' Union Soviétique et des missions de maintien de la paix pour imposer méthodiquement sa présence militaire en Transcaucasie. En mai 1997, le traité sur les Forces Conventionnelles en Europe (FCE) est modifié afin de pouvoir « légaliser » la présence de forces additionnelles au Caucase, manifestant clairement la volonté de Moscou de ne pas se retirer. Il est en effet bien évident que le maintien de troupes n'obéit pas à la

---

<sup>11</sup> Mohamed-Amin Tokchan, citoyen de Turquie, qui a pris en otage des touristes russes au bord du bateau « Avrasia » pendant la première guerre tchéchène; Adyl Gablia - le radical wahhabite, citoyen de Turquie; le terroriste Touramba, citoyen de Turquie et autres – ils ont tous la nationalité russe.

logique de maintenir la stabilité de la région. Voyons donc quels sont les enjeux principaux de la présence de troupes russes dans cette région.

La Russie voit dans ses troupes pré-positionnées en Arménie le moyen de conserver au mieux son influence sur la région en maintenant des liens séculaires. Ainsi les forces russes permettent de contrôler la zone, notamment les voies de communication, et surtout les frontières avec la Turquie. En effet, la Russie voit son voisin turc comme son rival héréditaire en Transcaucasie et cherche donc tout naturellement à contrecarrer son influence sur les anciennes républiques musulmanes d'URSS. Mais la présence de forces russes pré-positionnées en Géorgie (base n°62 et base n°12, située à Batoumi et occupée par la 145<sup>e</sup> division d'infanterie motorisée) et en Azerbaïdjan (station de radars de détection avancés et près de 400 experts militaires) relève d'un enjeu sécuritaire pour la Fédération de Russie même dans la mesure où depuis 1999, celle-ci accuse ces pays de soutenir les rebelles tchéchènes. De plus, les forces stationnées dans cette région permettent à la Russie de protéger les voies d'acheminement.

En outre, il est à noter le poids économique que possèdent ces bases militaires. En effet, plus de 50% des personnels employés par l'armée russe en Transcaucasie sont issus de la population locale. Pour ces autochtones, les bases militaires russes sont souvent le seul employeur et la seule source d'un revenu décent. Pour la Russie, cette population permet également de pallier les problèmes chroniques de recrutement liés à une situation démographique catastrophique en recrutant des soldats sur place, en offrant salaire et avenir (depuis novembre 2003, une loi fédérale permet à l'armée russe de recruter dans les anciennes républiques soviétiques et aux engagés d'accéder à la citoyenneté russe après trois ans de service grâce à un processus simplifié). La présence de ses forces permet donc à la Russie de maintenir son influence sur la Transcaucasie en tirant profit de son rôle de médiateur et de protecteur. Néanmoins, cette influence tend à se relativiser. En effet, les trois pays de la zone entretiennent avec Moscou des rapports différents et la Géorgie et l'Azerbaïdjan cherchent à s'affranchir de la « tutelle » de la Russie en profitant de sa perte d'influence dans la région. Ainsi, la Tbilissi prend ses distances vis à vis de Moscou et demande le démantèlement des bases militaires russes, qui, selon le Concept de sécurité de la Géorgie, présentent le facteur déstabilisant et constituent une atteinte à sa souveraineté. Lors du sommet de l'OSCE tenu à Istanbul en octobre 1999, Moscou a pris l'engagement devant la communauté

internationale d'évacuer deux des quatre bases militaires russes en Géorgie avant le 1<sup>er</sup> juillet 2001. L'une des bases (Vaziani) était évacuée, mais le retrait de deuxième, situé en Abkhazie, est mis en doute par la Géorgie et l'OSCE, car aucun observateur international n'a pas été autorisé à vérifier sa fermeture. L'avenir de deux autres bases (Batoumi et Akhalkalaki) est le sujet des débats acharnés entre Moscou et Tbilissi. Les Géorgiens et les occidentaux ont fait pression sur la Russie pour accélérer le départ des soldats russes. Lors du 11<sup>e</sup> congrès de l'OSCE en décembre 2003, Colin Powell déclare : « *Tant que la Russie ne retirera pas ses troupes de la Géorgie [...] les États-Unis ne pourront pas ratifier les accords relatifs à l'armement* » et Donald Rumsfeld, le 5 décembre, de rappeler que « *la Russie devrait observer ses engagements pris lors des accords d'Istanbul* ». Grâce à cette pression la Russie a consenti au retrait de ces bases avant 2008.

L'Azerbaïdjan, lui, entend gagner sa totale indépendance vis à vis de Moscou grâce aux richesses énergétiques de la mer Caspienne. Mais si les relations entre les deux pays ont été longtemps mauvaises en raison d'opinions diamétralement opposées sur les questions de Nagorny Karabakh, on a cependant assisté à une nette amélioration avec la visite en janvier 2001 du président russe V.Poutine à Bakou et la signature, en outre, d'un accord de coopération militaire. Quant à l'Arménie, qui a conclu une alliance de 25 ans avec la Russie incluant le maintien des troupes russes, son intention de se détacher de Moscou est moins nette puisque la puissance et les forces pré-positionnées de cette dernière la protègent de la Turquie et de l'Azerbaïdjan.

Mais même si la Russie parvient à maintenir ses troupes, et donc une certaine influence dans la région, force est de constater que celle-ci décroît au profit des Occidentaux, et des Américains en particulier.

Deux bases militaires russes situées en Géorgie n'ont aucune importance stratégique pour Moscou. En effet, la présence de bases militaires russes ne suffit pas pour empêcher les pays de Transcaucasie de se tourner vers les États-Unis. La perception des soldats russes comme outils de contrôle de la région, la déliquescence de l'armée russe, les marasmes économiques de la Russie et la crédibilité militaire-économique américaine sont autant de facteurs expliquant la préférence de plus en plus affichée des Transcaucasiens pour l'Occident.

Mais le retrait des bases russes de la Géorgie ne signifie pas la fin de présence militaire russe dans ce pays. Le personnel des contingents russes du

« maintien de paix », qui continuent de rester dans les régions séparatistes de la Géorgie, est presque égale aux forces russes pré positionnées dans ce pays. Ainsi, en cas de prorogation du mandat des forces du « maintien de paix », la Russie aura toujours des soldats sur le sol géorgien, qui constitueront une menace pour la sécurité du pays. Ils seront aussi une source majeure d'approvisionnement en armes et en munitions des régimes séparatistes et une force de déstabilisation pour le pays et pour la région

## **Conclusion**

La Russie a plusieurs intérêts dans le Caucase du sud. On a pu montrer seulement quelques-uns d'entre eux. Elle fait un effort important pour maintenir son contrôle sur la région en s'appuyant principalement sur la politique de pression et d'agissements. Il est évident qu'aujourd'hui la Russie n'a pas aucune politique balancée et cohérente dans la région. Sa politique ambiguë vis-à-vis du Sud - Caucase s'avère une stratégie à courte vue qui pousse toujours plus les Etats caucasiens à chercher des alliances tant stratégiques qu'économiques auprès des Américains ou des Européens.

Dès l'effondrement de l'URSS la Russie a divisé des pays transcaucasiens en « pays sûr » comme l'Arménie, « moins sûr » comme l'Azerbaïdjan et « peu sûr » comme la Géorgie. Même l'arrivée au pouvoir des leaders pro-russes à Bakou (H. Aliev en 1994 ) et à Tbilissi (E.Chevardnadze en 1991) n'a pas considérablement changé cette approche. La Russie a toujours préféré mener « à tout hasard » la politique de pression économique et militaire pour prévenir les velléités pro-occidentales éventuelles de deux pays. Cette attitude, fondée plutôt sur les émotions que sur le pragmatisme, a créée l'image négative de la Russie dans la Géorgie et l'Azerbaïdjan et a largement contribué à la formation de la nouvelle élite politique pro-occidentale dans ces pays.

La Russie et ses anciens vassaux transcaucasiens pourraient nouer de nouvelles relations axées sur le développement économique. L'administration du président Poutine déclare souvent qu'elle considère la coopération avec les pays de région dans les secteurs électrique et gazier comme un facteur important de renforcement des relations bilatérales. En même temps, les interventions économiques russes pourraient d'ailleurs être acceptables si elles étaient soumises

aux règles de la libre concurrence, répondant ainsi à une logique avant tout économique et non politique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

La Russie gagnerait à faire enfin usage de son autorité auprès des gouvernements sécessionnistes pour rétablir la souveraineté géorgienne et azerbaïdjanaise. Mais, empêtré dans une vision essentiellement militaire, Moscou ne semble pas prêt à faire les pas nécessaires. Ainsi, si la Fédération de Russie a su tirer profit des conflits armés qui ont secoué la Transcaucasie au début des années 90 en conservant des bases militaires pour maintenir son influence et son contrôle sur ces anciennes républiques de l'Union Soviétique, elle n'est actuellement, en raison des crises économiques et politiques, et de la déliquescence de ses forces armées, plus à même de présenter un modèle économique séduisant ni même une protection militaire crédible en comparaison avec les États-Unis.

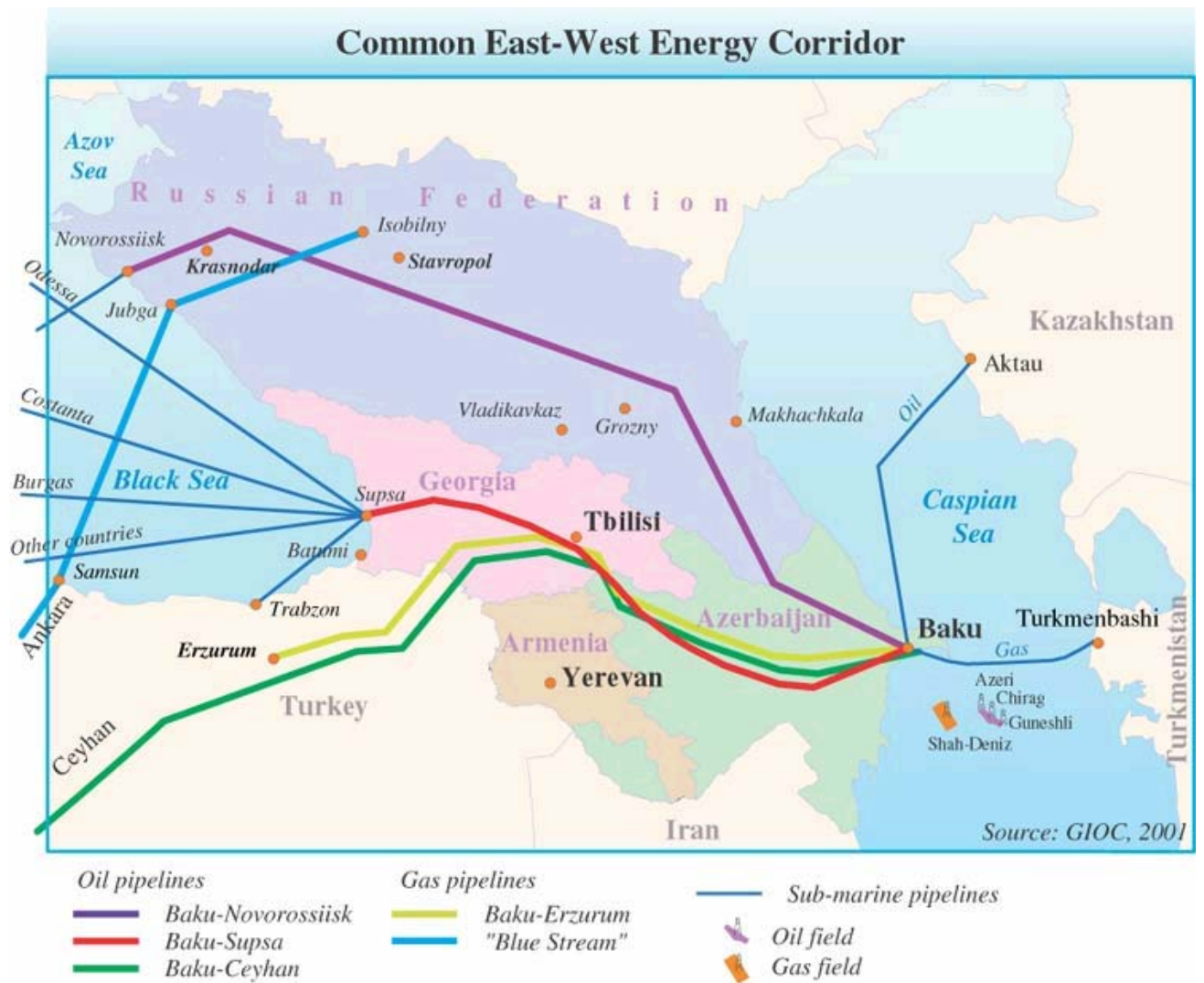
Pour ne pas perdre définitivement son influence dans la région et défendre ses intérêts légitimes, il est indispensable que Moscou adopte envers ses anciennes possessions une stratégie moins agressive que par le passé, fondée sur l'existence d'intérêts mutuels. La Russie doit finalement comprendre que malgré ses relations privilégiées avec une des pays de la région, elle doit contribuer à la stabilité dans tous les pays transcaucasiens sans exception, ce qui est une des garanties de la sécurité dans le Caucase du nord « russe ». Pour éviter une rivalité conflictuelle avec les États-Unis, il faut que la Russie prenne en compte les intérêts des américains et établisse une coordination rapprochée avec eux pour sécuriser la région et encourager les changements positifs dans les pays sud caucasiens.

## ANNEXES

### Annexe I : Carte politique du Caucase du sud



## Annexe II : Corridor énergétique Est-Ouest



**Annexe III : Zones des conflits et la présence militaire russe.**



## BIBLIOGRAPHIE

### OUVRAGES :

- DAN **ALEXE**; *La guerre des soufis.*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- VIATCHESLAV **AVIOUTSKII**; *l'engrenage de la guerre en Tchétchénie*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- AYMERIC **CHAUPRADE**; *Géopolitique: constantes et changements dans l'histoire.*; ELLIPSES; 2003
- YVES **LACOSTE**; *réflexions sur les causes d'un incendie au versant nord du Caucase*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- CHARLES **LECOEUR**; *le Caucase, une très grande montagne à la croisée des plaques*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ALEXANDRE **TOUMARKINE**; *Les identités de la société tchétchène, l'extérieur de la guerre*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- ALEXANDRE **TOUMARKINE**; *La diaspora "Tcherkesse" en Russie.*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- MAÏERBEK **VATCHAGAËV**; *La Tchétchénie et la guerre du Caucase au XIX<sup>e</sup> siècle.*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996
- STEPHANE **YERASIMOS**; *Transcaucasie: le retour de la Russie.*; HERODOTE n°81; La découverte; 1996

### ARTICLES, ENTRETIENS, RAPPORTS :

- Guela **BEJOUACHVILI**, Ministre des affaires étrangères de Géorgie; l'interview à l'agence d'information de Russie « RIA Novosti » ; 25/11/2005
- Laurent **BORREDON** ; Le naufrage abkhaze ; Revue Regard sur l'Est ; 01/03/2000
- YANN **BREault**, PIERRE **JOLICOEUR** ET JACQUES **LEVESQUE** ; *La Russie et son ex-empire: reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique* ; Presses de Sciences Po, 2003
- WERNER **GUMPEL**; *La poudrière du Caucase* ; Horizons et débats, numéro 27, septembre 2004
- Eva **KOCHKAN** ; L'expansion russe dans le Caucase ; Revue Regard sur l'Est ; 01/04/2000
- Eva **KOCHKAN** ; La "menace islamiste" en Russie et en Asie centrale ; Revue Regard sur l'Est ; 01/01/2001
- Frédérique **LONGUET-MARX** ; L'Islam dans le Nord- Caucase ; Revue Regard sur l'Est ;01/03/2000
- M **MASSERET**, M **ZACCHERA** ; La stabilité et la sécurité dans le Caucase du Sud ; Rapport présenté au nom de la Commission politique à Assemblée Interparlementaire Européenne de Sécurité ; 30/11/2004
- Lionel **PONSARD** ; La Géorgie à la croisée des intérêts russes et américains ; NATO Defense College Research Paper, Rome, No. 3 Avril 2003
- M **RADVANYI** ; Les recompositions géopolitiques au Caucase méridional ; Colloque SÉNAT-CFCE sur le Caucase ; 14/11/1999

- FRANCOIS **THUAL**; *Les conflits du Caucase*; Cahier de mars n°173; 2002
- Charles **URJEWICZ** ; Enjeu de la présence russe dans le Caucase ; Revue Regard sur l'Est ; 01/03/2000
- **LES ENJEUX STRATEGIQUES DU CAUCASE** ; rapport de 2eme phase, 55<sup>e</sup> session nationale, Comité 1, IHEDN ; Avril 2003